



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le gouvernement a tombé le masque !
Il veut nous faire travailler plus longtemps pour des pensions diminuées...

Pour nos droits, pour nos pensions, pour nos enfants, Toutes et tous ensemble, imposons le retrait de son projet

Depuis le 5 décembre, nous sommes très nombreuses et nombreux mobilisés contre le projet de réforme MACRON/DELEVOYE.

Le discours du Premier ministre du 11 décembre a confirmé que les orientations arrêtées par le gouvernement reprenaient l'essentiel des orientations du rapport Delevoye. **Le projet de loi sur les retraites qui sera rendu public en janvier s'inscrit dans une logique de baisse des pensions** et de recul de l'âge de départ par l'instauration d'un « âge-pivot » à 64 ans.

Et que dire de cette clause qui ne verrait que les salarié.es né.es à partir de 1975 touché.es par la réforme tant cette inégalité de traitement transpire l'injustice et le mépris pour les moins ancien.nes d'entre nous ?

De même, que penser de ce mépris affiché par le ministre Blanquer à l'égard des personnels de nos filières administrative, ITRF et des Bibliothèques en évoquant d'éventuelles « garanties » réservées aux seul.es enseignant.es et chercheur.ses concerné.es par les futures modalités de calcul des pensions ?

Pourtant, le financement des dépenses de retraites à la hauteur des besoins est possible : nous ne vivons décidément pas dans un pays pauvre ou ruiné, bien au contraire, au vu du nombre de ses millionnaires (en augmentation) ou bien des dividendes servis aux actionnaires des entreprises du CAC40.

Une autre répartition des richesses produites permettrait donc de faire face à l'accroissement des dépenses de retraites.

C'est cette exigence de justice sociale que notre mobilisation résolue doit continuer de porter avec force, par la grève et dans les manifestations le 17 décembre prochain.

L'intersyndicale interprofessionnelle a décidé de ce nouveau temps fort de mobilisation unitaire pour permettre la convergence des salarié.es, des retraité.es et des jeunes mobilisé.es, quelles que soient leurs modalités d'action.

Et des organisations syndicales qui jusqu'ici n'étaient pas entrées dans l'action appellent maintenant à se mobiliser pour cette date du 17 décembre.

Malgré cette unanimité syndicale contre le choix de soumettre nos retraites à l'austérité, contre toute solidarité intergénérationnelle, le gouvernement s'entête et choisit le mépris comme seule réponse à l'aspiration légitime de toutes et tous de pouvoir vivre sa retraite dignement, sans dégradation des conditions de départ et du niveau des pensions et donc de vie.

Toutes et tous, nous devons gagner le retrait du projet gouvernemental, pour, au contraire imposer la revalorisation des salaires, des pensions et une amélioration des conditions de départ déjà bien dégradées par les réformes de 2003 et 2010.

**Le mardi 17 décembre,
solidarité et unité !
Toutes et tous en grève
et dans les manifestations**



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le gouvernement a tombé le masque !
Il veut nous faire travailler plus longtemps pour des pensions diminuées...

Pour nos droits, pour nos pensions, pour nos enfants,
Toutes et tous ensemble, imposons le retrait de son projet

La retraite par points, c'est de la retraite en moins !

Base de calcul
de la pension



Avant

Le salaire
des 6 derniers mois

Après

Totalité des salaires +
primes perçues sur toute la
période d'activité

Perte considérable et pire pour
les fonctionnaires qui ont peu de primes

Montant
de la pension



Des garanties

Calculé en pourcentage du
dernier salaire

Des incertitudes

Dépend principalement de la
valeur du point au moment
du départ à la retraite

Aucune garantie sur le montant des pensions
futures et baisse automatique en cas de déficit

Au contraire, pour défendre et améliorer nos retraites et les garantir pour toutes et tous,
le SNASUB-FSU et la FSU revendiquent.

- **Réformer l'assiette des cotisations patronales** en modulant le taux de cotisation en fonction de la politique d'emploi des entreprises et du rapport entre les salaires et la valeur ajoutée.
- **Taxer les produits financiers bruts des entreprises** non financières et les produits financiers nets des banques.
- **Sécuriser l'emploi** depuis l'entrée des jeunes dans la vie active jusqu'au maintien des seniors dans l'entreprise.
- **Supprimer les exonérations de cotisations patronales** qui ne créent pas d'emploi et tirent les salaires vers le bas.
- **Indexer les pensions sur l'évolution des salaires** et non sur les prix.
- **Garantir le départ à 60 ans avec un niveau de pension d'au moins 75 %** du revenu d'activité pour une carrière complète.
- **Garantir un minimum de pension** protégeant véritablement les salariés et fonctionnaires ayant eu des carrières courtes.
- **Prendre en compte la fatigue au travail**, sa pénibilité en aménageant les fins de carrière.
- **Obtenir de véritables « compensations » familiales et conjugales** pour les femmes et réaliser l'égalité professionnelle femmes/hommes.
- **Prendre en compte les périodes de formation.**
- **Mieux prendre en compte la spécificité des polypensionnés** en améliorant et en étendant aux fonctionnaires les mécanismes de proratisation existant au régime général.

Le mardi 17 décembre, solidarité et unité !
Toutes et tous en grève et dans les manifestations